
LES CAMPS DE RÉFUGIÉS : L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEL URBANISME ?

Michel Agier

Nous sommes aujourd'hui à peu près tous d'accord pour dire que notre temps n'est plus celui de la ville historique, c'est-à-dire un temps où la ville organisait la complexité des systèmes sociaux, mettait en espace la « solidarité organique », pour reprendre les termes de Durkheim. Nous avons dépassé ce temps où la ville disposait, sur un espace délimité, tout un réseau de dépendances indirectes entre les catégories, les classes sociales. Nous avons dépassé ce temps où la ville était à la fois le symbole et l'une des formes matérielles d'organisation de la modernité, un autre symbole et une autre forme matérielle étant l'usine. À cette époque-là, la ville et l'usine fonctionnaient ensemble, pour ainsi dire.

Bien sûr, aujourd'hui, nous sommes dans une situation où il nous faut repenser non seulement toutes les formes de violence et de déstructuration, mais aussi repenser ce qui constitue l'urbain, découvrir la ou les formes actuelles ou émergentes de constitution de la ville, et donc aussi comprendre l'importance particulière de ces éléments douloureux de notre contemporanéité que sont les guerres, les violences et les déplacements de population. Les déplacements dont nous parlons ici sont provoqués par les violences internes ou les guerres, par la pauvreté ou l'extrême pauvreté et en conséquence par la recherche de solutions économiques en dehors de son lieu d'origine.

Notre monde, aujourd'hui, est donc non seulement celui de la fin de la ville historique, mais il est aussi celui de multiples formes de délocalisation et de flux mas-

sifs de migrants – migrants clandestins, exilés, populations déplacées, populations réfugiées. D'une certaine façon, ces mots eux-mêmes – et il nous faut prendre le soin d'y réfléchir quand nous les utilisons – sont en train de devenir de nouvelles catégories identitaires, et à la fois des catégories sociales stigmatisées, stigmatisation que nous voyons à l'œuvre dans les déplacements contraints qui continuent et dans le traitement qui est donné à cette population. Un traitement largement « biopolitique », selon les termes de Foucault, ces catégories identitaires étant à la fois stigmatisées et parquées dans des espaces à part.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés considère, dans ses dernières publications, qu'il y a actuellement environ cinquante millions de personnes qui sont déplacées de force par les guerres et les violences internes, incluant dans cette évaluation les populations réfugiées hors de leur pays et les populations déplacées, c'est-à-dire qui ont effectivement quitté leurs terres, mais qui n'ont pas pu franchir la frontière de leur pays.

Les possibilités ou les désirs de retour sont de moins en moins assurés. Ainsi, ce que Marc Augé appelle les « lieux anthropologiques » perdent leur caractère ancestral et hérité, et les procédés d'identification locale deviennent aujourd'hui plus complexes. Les grandes migrations internationales, les déplacements violents, nécessitent de repenser ce que Appadurai a appelé les « techniques de production de la localité ». C'est précisément lorsque la localité devient moins évidente comme dispositif culturel, lorsque la localité peut être si facilement détruite dans la vie des gens, qu'elle s'impose comme problématique, non pas une problématique strictement intellectuelle, des anthropologues ou des sociologues, mais une problématique vécue au quotidien par les personnes enlevées de leur place, déplacées.

La perte de lieu impose au déplacé la problématique de l'identification locale. De fait, nous assistons à l'émergence d'espaces d'entre-deux, des espaces provisoires, transitoires, intermédiaires, qui sont associés à ces circulations violentes ou forcées, qui représentent dans ces circulations une étape, ou un refuge – et le terme de « refuge » a d'abord cette signification-là – sur une route dont l'issue est incertaine, puisque les gens ne savent pas comment, quand et où ils vont poursuivre, revenir ou aller ailleurs. Ces espaces tendent à se stabiliser aujourd'hui, et l'on peut penser qu'une bonne partie d'entre eux formeront les cadres à venir de l'identification locale, des villes, des espaces urbains de demain.

De quels espaces parlons-nous ? Bien évidemment des camps proprement dits, mais pas seulement. Il s'agit de personnes qui sont dans des situations intérimaires,

dans les centres de transit pour les regroupements de longue durée des étrangers et des demandeurs d'asile, les hôtels, les prisons ou les centres de détention pour migrants en attente de régularisation ou en attente d'expulsion près des ports et des aéroports, les camps et les villages de réfugiés (qui vivent donc sous assistance humanitaire et sous protection internationale). Par ailleurs, il existe différentes formes de centres : des centres d'aide ou d'accueil de demandeurs d'asile ou, non plus dans une version humanitaire mais dans une version policière, des centres de contrôle des immigrants demandeurs d'asile, et donc des réfugiés potentiels qui sont gardés dans les marges. Il y a actuellement une problématique nouvelle autour de l'émergence des camps en Europe, et notamment en Espagne, en Italie, en France avec Sangatte, en Pologne, en Belgique, etc.

Cet inventaire est donc inachevé, il est en développement permanent. Or, ces espaces de mise à l'écart, qu'ils soient humanitaires ou qu'ils soient policiers, relèvent non pas des non-lieux mais des « hors-lieux », c'est-à-dire qu'ils sont en dehors de « l'ordre normal des choses », en dehors du fonctionnement normal de citoyens dépendant d'un État. Ils sont sous contrôle, mais à la marge des nations. On peut dire que ça relève de ce que Foucault a appelé « les ramifications de la société de contrôle », à une échelle même planétaire. Ce sont des espaces d'exception, au sens où, sur le plan juridique, sur le plan de la vie sociale, du statut juridique de l'espace lui-même, on est dans des situations d'exception, en dehors du *nomos*, en dehors de la loi ordinaire des humains.

Ce qui est problématique, c'est l'existence des camps et des installations humanitaires à l'échelle de l'ensemble de la planète, où se retrouvent des personnes qui ont été déplacées de leur propre lieu vers un autre lieu, qui se retrouvent rassemblées dans des espaces vides à l'origine, et qui sont donc confrontées à l'étrangeté d'un désert – un désert social, un désert de relations, où elles sont placées sans l'avoir voulu, et qu'elles subissent ou transforment.

C'est à partir de ce constat que commence l'enquête pour l'ethnologue, pour essayer d'en dire un certain nombre de choses.

Il existe différentes formules de sites humanitaires, de sites du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ce ne sont pas toujours des camps fermés : il y a des camps fermés avec des barbelés et des portails, mais il y a aussi des camps qui sont ouverts, mais d'où les gens ne sortent pas tout de même – c'est qu'ils sont là pour une raison bien précise. Il y a des camps qui sont des villages ou qui reproduisent des formes de villages. Il y a, dans tous les cas, une certaine plani-

fication minimaliste du quadrillage de l'espace, d'un certain nombre de rues : rues principales, rues secondaires. Au début, un certain nombre de tentes y sont placées – c'est l'image qu'on a conventionnellement, médiatiquement, des camps de réfugiés –, mais, très rapidement, elles font place à des installations moins précaires.

La démarche que j'envisage est celle d'une ethnologie urbaine des camps. La question n'a aucun contenu normatif ou évolutionniste : je n'interroge pas les camps en fonction d'un but qui serait prédéfini et qu'ils devraient atteindre (la ville, comme une organisation de l'espace, ou comme des formes architecturales ou des structures institutionnelles qui seraient normées *a priori*), mais je cherche à rendre compte de créations sociales, de changements culturels, éventuellement de nouvelles formes politiques qui apparaissent dès lors que des personnes se retrouvent rassemblées pour un temps indéfini dans un espace donné, quel que soit cet espace et dans une situation que l'on peut considérer – je reprends les termes de Louis Wirth pour définir la ville en termes minimalistes – comme « une implantation relativement permanente et dense d'individus hétérogènes ». À partir de là, donc, un certain nombre de choses peuvent se produire.

Ainsi, il nous faut comprendre les transformations de l'espace que cette situation implique : un camp qui a cinq ans d'existence n'est plus un ensemble de tentes, un alignement de tentes, il peut ressembler à un immense bidonville, comme il peut faire penser, aussi, dans certains endroits – et c'est l'impression que j'avais gardée d'enquêtes que j'avais menées dans les camps de Dadaab, dans le nord-est du Kenya –, à un vaste musée ethnographique où chacun essaye, avec les matériaux qu'il trouve dans le camp, de reconstituer tant bien que mal son habitat d'origine.

Le résultat est parfois un paysage bariolé, de forme hybride, où les bâches de couleur bleue et blanche du HCR recouvrent des constructions frêles de branchages et de terre des cases que les gens ont eux-mêmes construites à la place des tentes, ou bien où des toiles et des sacs estampillés UE ou USA servent de rideaux de fenêtres ou de rideaux de porte à l'entrée des cases.

La question posée part de l'observation d'un espace émergent et littéralement inconnu aussi bien des gens qui arrivent là que de l'observateur. Comment des individus aussi ethniquement divers, aussi déracinés et aussi démunis sur le plan économique, peuvent-ils, dès lors qu'ils sont ensemble, pour une mise à l'écart durable, faire ville, d'une certaine façon, au sens relationnel – l'*urbs*, soit la ville comme espace d'échanges et comme expérience de l'altérité – et faire ville aussi au sens politique – la *polis*, c'est-à-dire un monde ni trop privé ni trop étranger, où se forme une communauté, une

communauté de paroles, une communauté à laquelle ceux qui y vivent finiront par s'identifier. Il s'agit d'une hypothèse forte et je l'assume volontiers comme l'expression d'un engagement, d'une attention portée sur les émergences plutôt que sur les traces du passé.

D'une certaine façon, l'ethnographie urbaine des sites humanitaires doit permettre d'aller plus loin que ce que peut dire une philosophie des camps, qui est certes une philosophie critique, mais sans sujet. Les analyses de Giorgio Agamben concernant les camps ont, de manière exemplaire, conclu à la fin de la cité dans la situation des camps et à la domination du camp comme paradigme biopolitique de l'Occident. Or, dans cette approche, on voit bien que la politique se confond totalement avec l'exercice du biopouvoir, du pouvoir sur la vie des gens qui sont réunis là, dans ces espaces d'exception. Quant à la question de l'action politique, de la subjectivation politique, elle reste complètement inexploree. C'est précisément cet objet théorique-là qui fonde l'ethnographie urbaine des camps, voire de la ville et de la politique à l'œuvre, ne serait-ce qu'en ébauche, au cœur de ces espaces d'exception qui, *a priori*, les nient.

Dans ce cadre, l'enquête porte sur les changements sociaux, les prises d'initiative et les prises de parole, sur les appropriations et les transformations d'un espace initialement désert.

Au nord-est du Kenya il y a une zone humanitaire formée, autour du village de Dadaab, par trois camps qui sont placés les uns à proximité des autres et qui regroupent environ 140 000 personnes en tout. Ces camps sont là depuis 1991 et abritent en majorité des réfugiés somalis, mais également des réfugiés sud-soudanais – actuellement, avec ce qui se passe au Soudan, la population des camps doit augmenter aussi au Kenya, et pas seulement au Tchad –, et des réfugiés éthiopiens de conflits qui datent aussi de 1990-1991.

Bien que cette population de 140 000 habitants réfugiés soit plus nombreuse que la population du département dans lequel ils se trouvent, les camps n'apparaissent pas sur la carte du Kenya parce que ce sont des espaces concédés par le pays au HCR, mais que le pays ne prend pas en charge lui-même. Donc, officiellement, ils n'existent pas, et on peut dire que tout est à l'image de cette inexistence apparente et de cette absence de reconnaissance. Les réfugiés des camps vivent en attente, une attente qui dure depuis plus de dix ans, et ce sont les organisations non gouvernementales qui prennent en charge leur alimentation, leur sécurité sanitaire et quelques bribes d'animation sociale. Ils n'ont, en principe, pas le droit de travailler ni de cir-

culer dans le pays, et leur présence dans l'espace humanitaire n'est pensée qu'en tant qu'étape de transition vers un retour chez eux, retour pourtant largement incertain. Qu'ils se soient habitués à vivre sur un coin d'espace dans le camp ou qu'ils circulent dans le pays de manière clandestine – ce qui arrive aussi en corrompant les fonctionnaires qui sont chargés de les surveiller, de ne pas les laisser sortir des camps –, dans tous les cas, les réfugiés de ces camps de Dadaab semblent donc avoir intégré l'espace du camp dans leur cadre de vie actuel. En même temps, la perspective du retour se réduit d'année en année – dans le cas des Somaliens en particulier, l'existence de l'État somalien lui-même restant impossible, comme l'a dit l'écrivain et poète Nuruddin Farah : toute la Somalie est en exil, et le pays lui-même est un pays de l'exil, et ce qui reste de la Somalie, le territoire somalien officiel, ce n'est plus le pays, c'est autre chose.

L'organisation de l'espace est une question, une entrée à partir de laquelle on peut voir une forme de contestation de l'inexistence sociale des réfugiés. L'espace des camps est *a priori* défini de la façon suivante : le HCR construit des clôtures qui sont faites d'épineux ou de barbelés pour la fermeture des camps et, à l'intérieur, par la fermeture de certains blocs, carrés, qui regroupent des ensembles d'abris de 300 ou 500 réfugiés en moyenne. Les réfugiés ont été regroupés selon leur provenance, selon leur ethnie, éventuellement selon les clans d'origine, et sont généralement désignés selon leur origine ethnique très globale, voire nationale. On dit « les Éthiopiens », « les Soudanais ». Pour les Somalis, l'interpellation se fait en fonction de différents classements claniques plus précis. À l'origine, les réfugiés ont tous reçu les mêmes toiles de plastique du HCR, un matelas, quelques ustensiles de cuisine ; ils sont allés chercher du bois autour du camp pour fabriquer des huttes avec les toiles du HCR ; ils ont récupéré les boîtes de conserves données par le PAM (le Programme alimentaire mondial de l'ONU) et, en dépliant ces boîtes et en les assemblant les unes aux autres, ils forment des portails, des fenêtres, des tables. Il y a donc des regroupements par bloc d'abris. Dans ces regroupements, des fermetures existent parfois, que les gens font eux-mêmes, qui sont liées à des conflits ethniques passés ou à des conflits ethniques que l'on craint.

Certaines minorités ethniques internes au camp, par exemple les Soudanais ou les Ougandais, et aussi pour partie les Éthiopiens, ont tendance à fermer leur espace face aux Somaliens, qui sont majoritaires dans les camps, ce qui traduit des comportements de crainte, de rejet, de repli ou d'autodéfense. On a ainsi, par exemple, un bloc qui regroupe des Sud-Soudanais, catholiques en très grande partie, d'origine

citadine, surtout des hommes jeunes ayant fui leur région, le Sud-Soudan, lorsqu'ils étaient encore enfants ou adolescents, sans parents, et qui sont passés d'un camp à un autre depuis une dizaine d'années et ont, à un moment donné, créé un espace qui est maintenant le leur. Dans leur propre bloc, auquel ils ont donné le nom de leur région d'origine, Equatoria Gate, ils ont aménagé une espèce de ruelle, une église catholique d'un côté, une église pentecôtiste de l'autre, et ils surveillent eux-mêmes la nuit leur espace, qu'ils ont cloisonné. Ils se relaient la nuit pour surveiller le périmètre de leur espace. Leurs craintes se portent sur les voisins immédiats, des « Somalis Bantous » comme on les appelle, c'est-à-dire un groupe hors caste venu de Somalie et qui a été reconnu comme minorité par l'administration du camp. Le « bloc » des Sud-Soudanais a des querelles avec des Somalis Bantous assez fréquemment, portant sur des problèmes liés aux enfants, qui circulent d'une partie à l'autre de ce camp, d'un bloc à l'autre, ce qui provoque parfois la dispute des aînés.

Si certains espaces sont ainsi fermés et protecteurs, les habitants de ces espaces fréquentent aussi d'autres lieux à l'intérieur des camps, qui sont davantage ouverts et davantage mixtes. C'est ce que l'on voit, par exemple, avec la multiplication des coffee-shops, ou des vidéo-shops, où l'on peut assister en différé aux matchs de la Coupe du monde de football, par exemple, enregistrés dans le compound humanitaire grâce au branchement satellite et passés, le lendemain, dans les vidéo-shops des camps de réfugiés. Dans ces espaces-là, dans ces lieux-là, des rencontres inter-ethniques ont lieu, parfois au grand dam et avec la réprobation des aînés de certains clans somalis, clans supérieurs qui défendent un point de vue ethnique, ou ethnociste, consistant à ne pas se mélanger avec d'autres, notamment avec des Éthiopiens. De fait, ces rencontres-là ont lieu. Elles ont également lieu, par exemple, autour des points d'eau communs, entre des gens provenant d'horizons différents, de groupes ethniques différents et qui ont pu être en conflit à un moment donné.

Parmi les facteurs de changement important, il faut également mentionner le travail dans le cadre des organisations internationales ou en association avec elles ; celles et ceux qui sont employés par des ONG, comme « travailleurs communautaires volontaires », ou qui sont considérés comme appartenant aux catégories les plus vulnérables – les veuves, les handicapés, les gens des castes inférieures – reçoivent des crédits, des aides financières pour mener des projets « d'activité génératrice de revenus ». Bien souvent, ces activités ne sont pas réellement génératrices de revenus ; par contre, elles occupent les gens. En fait, c'est une préoccupation fréquente de certaines ONG de faire en sorte que les réfugiés dans les camps soient occupés à faire

quelque chose, puisque l'inactivité, en particulier chez les jeunes, peut créer un certain nombre d'attitudes de désespoir, d'attitudes violentes, etc.

Il y a aussi, dans les camps, ceux qu'on appelle les « leaders de secteur », qui, petit à petit, se rapprochent des ONG, suivent des enseignements, des cours, des formations – de langues, par exemple –, différentes sortes d'animation, de séminaires, etc., qui sont organisés par toutes sortes d'ONG, et qui, donc, deviennent aussi, à leur tour, des facteurs de changement. Tout cela compose une « classe » de réfugiés qui est amenée à concurrencer, parfois à contester, le pouvoir des aînés ethniques et à contester les valeurs qui fondent ce pouvoir des aînés.

Il y a quelques esquisses d'appropriation symbolique des espaces, qu'on voit dans le fait que certains endroits complètement anonymes à l'origine et insignifiants ont été nommés par les habitants, comme on le fait dans des quartiers qui naissent. Dans l'un des trois camps de Dadaab, par exemple, deux petites ruelles de terre de 50 mètres chacune sont bordées d'échoppes où certains réfugiés revendent une partie de la ration alimentaire qu'ils reçoivent du Programme alimentaire mondial. Certains revendent quelques légumes, des tomates ou des oignons, qui sont absents de la ration et qui sont cultivés dans certains recoins des blocs d'abris, ou des objets de première nécessité qui sont vendus au « microdétail ». Cet endroit, composé de deux petites ruelles en terre, est appelé par les réfugiés « la ville », « *magaalo* » en langue somalie. En anglais, ils disent « *the town* ». À partir de cette « ville », une étendue de sable part vers les zones où se retrouvent les cases des réfugiés, une voie très large que l'on parcourt sur au moins un kilomètre de long et que les gens ont appelée « *the highway* », « l'autoroute ».

Parmi les réfugiés (ceux qui ont donc déjà une forme de reconnaissance, donc dans une prise en charge humanitaire), certains ont tendance à prendre les organisations internationales des camps comme leurs partenaires sociaux. Parfois, malgré les interdits, les intimidations ou les limitations que les autorités des camps – le HCR, en particulier, ou certaines ONG qui sont chargées par le HCR de gérer les camps – mettent à l'existence d'une vie active, associative, et plus encore politique, certains réfugiés s'organisent et organisent un certain nombre d'actions, comme, par exemple, les boycotts de la ration alimentaire du Programme alimentaire mondial ou des grèves de ceux qui travaillent comme « volontaires communautaires » pour les ONG. On l'a vu dans le cas de ces camps de Dadaab, au Kenya.

Dans une autre situation – deux camps de réfugiés libériens et sierra-léonais qui se trouvent en Guinée –, j'ai pu constater qu'un certain nombre de conflits exis-

taient, là aussi. J'ai cherché à connaître les différentes manifestations par lesquelles les réfugiés peuvent, à un moment donné, demander un certain nombre de choses, et en quels termes ils les demandent. Par exemple, dans un camp de réfugiés sierraléonais en Guinée, des femmes d'un certain âge ont organisé des manifestations, avec leurs enfants, au milieu de la rue principale du camp de réfugiés. Elles ont séquestré des membres des organisations humanitaires, qu'elles ont fait sortir de leurs voitures. La manifestation visait à obtenir des bâches plastiques pour couvrir le toit de leurs cases en saison des pluies. Elles protestaient ainsi contre le fait que des bâches plastiques aient été données à des réfugiés récemment arrivés, alors que, elles, plus anciennes et plus « vulnérables », avaient plus droit à cette aide.

Il existe dans ces camps – assez rapidement, au bout de six mois ou une année d'existence du camp, que ce soit en Guinée ou en Sierra Leone – un certain nombre de conflits autour de la représentation des réfugiés, puisque les administrations du camp – qui gèrent et qui sont là uniquement dans un souci de gestion, et donc d'application d'un pouvoir d'organisation et d'un pouvoir sur la vie (distribuer la nourriture, donner des tentes, mettre les gens dans les tentes, organiser les soins, etc.) – demandent que des personnes fassent l'intermédiaire, le relais avec les réfugiés. Cela donne lieu petit à petit à un certain nombre de conflits pour la représentation des réfugiés et, à ce moment-là, on voit aussi émerger un espace de parole politique pour savoir qui, parmi ceux qui sont là, représentera les réfugiés. Or, ce qui se passe – et parfois au grand dam des organisations humanitaires –, c'est que ce ne sont pas les plus pauvres et les plus victimes, les plus misérables ou les plus vulnérables, qui représentent les réfugiés : ce sont des gens qui ont, comme partout ailleurs quand on fait de la politique, un peu plus de compétences que les autres, éventuellement qui s'en sortent un petit peu mieux, qui sont moins vulnérables, moins misérables, qui ont éventuellement un petit peu d'argent de côté, qui ont pu aménager un petit peu mieux leurs cases, leurs tentes. Et, donc, ceux qui parlent finalement au nom des réfugiés face aux organisations humanitaires sont ceux qui, du point de vue des organisations humanitaires, seraient les moins légitimes, parce que les moins souffrants et les moins victimes.

On voit donc bien que, dans cette affaire de l'émergence de petits espaces politiques à l'intérieur des camps, se remet en cause quelque chose de fondamental, qui est la production des victimes comme étant le mode de fonctionnement du politique en général. On traite des victimes selon un principe de biopouvoir, mais ces victimes n'ont pas droit à la parole. Dès qu'elles commencent à émettre une parole, et

donc à avoir le souci d'une représentation politique, à ce moment-là elles forment la réplique de ce biopouvoir et elles remettent en cause le principe même de ce biopouvoir. Autrement dit, lorsque les termes du langage humanitaire font eux-mêmes l'objet d'appropriations et de transformations de la part des individus qui sont ciblés par ce langage humanitaire, alors on est dans un processus de distanciation par rapport à la victime absolue, qui est la figure des espaces humanitaires liés à la guerre, et dans un processus de formation d'un sujet politique.

Par exemple, dans un camp de Libériens en Sierra Leone, le représentant des réfugiés d'un secteur du camp tenait un discours auprès de moi, avec des réfugiés autour de lui qui le soutenaient, qui l'applaudissaient, et il disait : « Tous les réfugiés sont vulnérables. » Ainsi, ce terme-là est devenu une espèce de point politique de ralliement. Mais il se trouve que lui-même est un ancien commerçant de diamants libériens, qui a réussi à traverser la frontière en cachant des diamants dans ses habits – il s'est fait prendre tout son argent, comme tout le monde, par les militaires, mais il a réussi à cacher des diamants, donc à revendre des diamants aux Libanais qui sont en Sierra Leone, dans la ville à côté du camp – et, finalement, c'est quelqu'un qui a une relative aisance par rapport aux autres réfugiés. Donc, la prise de parole au nom des réfugiés se fait précisément à l'encontre du principe même de l'espace où ils se trouvent, un espace d'exception où on n'est présent qu'en tant que victime, et où il n'y a pas, littéralement, d'existence de la politique. Le camp est une forme de pouvoir, mais il n'est pas supposé faire exister la politique.

Plus généralement, on peut observer différentes formes de socialisation dans les camps au bout d'un certain temps. Au bout de six mois, un an, on voit émerger des phénomènes de socialisation et de politisation. Au bout de deux ans, c'est assez net. Au bout de cinq ou dix ans, c'est très net. Et, à partir de ce moment-là, on est presque dans la situation d'une « ville ». Ce sont des villes nues, des villes dans le dénuement ; surtout des villes qui n'ont pas de traduction formelle, juridique, puisque les camps restent des camps d'un point de vue officiel, des espaces d'exception liés à la guerre et à l'humanitaire. Mais, avec la durée et la pérennisation de ce contexte de guerre et d'humanitaire, ces espaces deviennent, petit à petit, des lieux où tous les éléments non strictement matériels de la ville sont présents, à la fois du point de vue de la socialisation et du point de vue de la politisation.

La socialisation des camps peut donc en faire des espaces dans lesquels le sujet existe, et « la politique commence » – pour le dire à la façon de Jacques Rancière –, des espaces où, dans ce cadre-là, sous une forme beaucoup plus événementielle que struc-

turelle, beaucoup plus situationnelle qu'institutionnelle, la scène humanitaire, qui est régie sur le mode de l'exception, peut céder la place à une scène politique ou à une scène de prise de parole. À ce moment-là, le camp n'est plus le modèle de la politique. Le camp disparaît et fait place, virtuellement en tout cas, à quelque chose qui est de l'ordre de la cité. Le conflit existe lorsque cette cité ne peut pas exister à son tour et lorsque les gens sont sommés de repartir.

Il y a deux éléments clés, deux nœuds conflictuels qui sont au bout de cette réflexion : tous deux concernent la question du retour des réfugiés. En premier lieu, les retours qu'on dit « retours organisés des réfugiés » sont très souvent des retours forcés : les gens, au bout de nombreuses années, ne veulent plus retourner chez eux, souvent parce qu'ils ont encore peur. Ils savent que la situation n'est pas réglée – c'est ce qui se passe actuellement au Liberia, par exemple, avec le retour organisé par le HCR des réfugiés libériens. Ils savent que la sécurité n'est pas garantie, que, dans leur lieu d'origine, tout a été détruit et qu'il ne reste plus aucune infrastructure. Donc, le lieu a perdu toute sa configuration de lieu pour eux, et, par contre, ils ont refait dans leur espace de vie un autre lieu. De ce point de vue-là, le retour des réfugiés fait référence à une conception de la localité qui est celle de l'autochtonie : les gens doivent retourner chez eux, or ce « chez eux » s'est déplacé pendant le temps du déplacement. Et ce sont des gens dont l'identité est en déplacement, donc le retour forcé « chez eux » est un problème.

Le deuxième problème, qui est la réplique du premier, est celui de la fermeture des camps. C'est toujours un problème, puisque les camps ont fait l'objet d'un investissement, d'une infrastructure, de la part des organisations elles-mêmes mais aussi des personnes qui sont là ; il y a régulièrement des polémiques publiques, soit entre les organisations, soit entre le HCR et les administrations des États, pour organiser la fermeture des camps.

On a donc une logique de production de l'espace local, de la localité, dans les situations des espaces d'exception, des espaces humanitaires, des camps périphériques à l'état de guerre, une logique qui est très proche de ce que j'ai appelé « l'invention de la ville » : des citoyens qui n'ont pas accès à une matérialité urbaine inventent eux-mêmes leur espace de ville à partir de l'occupation des camps. Mais on peut mettre cela en relation avec ce qui se passe dans toutes sortes d'occupations périphériques, précaires, d'espaces vides, d'espaces illégaux.

De même, cette conception « inductive » de la formation de la ville, à partir d'espaces liés à la guerre, liés à l'exclusion, liés à des formes d'exception, a inspiré, fina-

lement, la permission qui a été donnée par l'Autorité palestinienne à une jeune architecte pour mener une recherche sur l'urbanisation d'un camp de réfugiés palestiniens, celui de Kalandia, en Cisjordanie, à trois kilomètres de Ramallah et à huit kilomètres de Jérusalem, qui existe depuis 1948 et qui compte environ 10 000 habitants. Le sujet était toujours considéré comme tabou par l'Autorité palestinienne. On ne peut pas parler des camps de réfugiés comme des réalités sociales, et encore moins comme des réalités urbaines, puisque, d'un point de vue politique, les camps sont des scandales : c'est la négation du droit à la terre des Palestiniens. Et pourtant, tout cela existe depuis quarante ou près de soixante ans, et les camps sont déjà, pour beaucoup, devenus des villes. Maintenant, la possibilité donnée par l'Autorité palestinienne de faire des recherches sur l'urbanisation des camps de réfugiés est un pas important pour la reconnaissance non seulement des réfugiés mais aussi de la réalité de l'espace sur lequel ils vivent.